

L'ACTIVITÉ DES ADHÉRENTS DE L'ASF EN 2009



Dans un environnement économique marqué par une récession d'une ampleur sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le recul de l'activité des établissements de crédit spécialisés (1), apparu au quatrième trimestre 2008, s'est poursuivi en 2009. Dans la plupart des domaines traditionnels d'intervention, la contraction de l'activité en 2009 est d'une ampleur historique. Globalement, la production des adhérents de l'ASF chute de **-19,5%** (après **-3,7%** en 2008) à **82,7 milliards d'euros**.

Les nouveaux financements d'équipement aux entreprises et aux particuliers enregistrent un recul historique : **-16,4%** par rapport à 2008 (après **-0,3%** l'année précédente) à **59,6 milliards d'euros**. La décreue, d'une ampleur sans précédent, concerne autant les opérations avec les particuliers

LES PRINCIPAUX CHIFFRES

	Milliards €	Evolution par rapport à 2008 (a)
La production en 2009 (b)	82,7	-19,5%
Financement de l'équipement (c)	59,6	-16,4%
Financement de l'immobilier (d)	23,1	-26,7%
Les opérations en cours à fin 2009	286,9	-1,5%
Financement de l'équipement (c)	137,1	-1,9%
Financement de l'immobilier (d)	128,4	+1,3%
Affacturation	21,4	-13,8%

(a) Les chiffres de 2008 et 2009 sont ceux des sociétés adhérentes au 1^{er} janvier 2010.

(b) Hors opérations de location simple immobilière et hors opérations d'affacturation pour 128,2 milliards d'euros, en recul de **-3,6%** sur un an.

(c) Equipement des particuliers, des professionnels et des entreprises.

(d) Immobilier d'entreprise et financement du logement.

(-13,3% pour le crédit à la consommation) que celles avec les entreprises et les professionnels (-21,4%).

Même si le crédit-bail immobilier (Sofergie incluses) maintient une légère progression de son activité (+1,7% par rapport à 2008), le marché du financement immobilier chute globalement de **-26,7%** à **23,1 milliards d'euros** sous l'effet

(1) Les entreprises dont l'activité est prise en compte sont à la fois les sociétés financières *stricto sensu* et les membres affiliés ou correspondants de l'Association (établissements de crédit spécialisés n'ayant pas le statut de société financière).

LA PART DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SPÉCIALISÉS

PART DE L'ASF DANS L'ENSEMBLE DE L'ENCOURS DES CRÉDITS À L'ÉCONOMIE DU SECTEUR PRIVÉ AU 31 DÉCEMBRE 2009	Milliards €		Part de l'ASF dans le total
	Ensemble des établissements de crédit (a) (b)	Dont adhérents de l'ASF (b) (c)	
Crédits aux ménages	971,6	169,2	17,4%
Crédits à la consommation	152,1	85,7	56,4%
Crédits à l'habitat	735,6	83,5	11,4%
Autres crédits	83,9	-	-
Crédits aux entreprises	775,8	117,7	15,2%
Crédits d'investissement et de trésorerie (d)	515,4	117,7	22,8%
Autres crédits	260,3	-	-
Total	1 747,3	286,9	16,4%

(a) Sources : Banque de France et ASF.

NB : La Banque de France a modifié ses séries statistiques sur les encours de crédits des établissements de crédit aux ménages ce qui change sensiblement la part des adhérents de l'ASF dans le total.

(b) Opérations de location simple incluses.

(c) Membres correspondants compris.

(d) Crédits d'investissement (crédit-bail - mobilier et immobilier - et financements classiques de l'équipement et des investissements immobiliers) et crédits de trésorerie (affacturation).

de l'effondrement des financements classiques en immobilier d'entreprise (-52,8%) et de l'accroissement de la contraction des financements du logement (-24,9%).

Dans le secteur des autres services financiers (2), les sociétés d'affacturage subissent une légère contraction de leur activité (-3,6% contre +14,3% en 2008) et la progression des engagements des sociétés de caution continue à faiblir.

Le montant des **opérations en cours** s'établit à **286,9 milliards d'euros** à fin décembre 2009, en baisse de **-1,5%** sur douze mois (contre +6,8% à fin 2008).

La **part des établissements de crédit spécialisés** dans l'ensemble des crédits à l'économie destinés au secteur privé (y compris les opérations de location simple) s'établit à fin 2009 à **16,4%** mais atteint 20,4% si l'on retient les seuls secteurs d'activité de ces établissements. Cette part est de 17,4% pour les crédits aux ménages, elle atteint **56,4% pour le crédit à la consommation et 22,8% pour les crédits d'investissement et de trésorerie aux entreprises et aux professionnels.**

1 LE CRÉDIT À LA CONSOMMATION

LES PRINCIPAUX CHIFFRES

	Milliards €	Evolution par rapport à 2008 (a)
La production en 2009	38,1	-13,3%
Crédit classique	35,4	-13,2%
Crédits renouvelables (b)	15,4	-11,2%
Prêts personnels (c)	8,9	-22,7%
Financements affectés	11,1	-6,9%
Location (d)	2,7	-14,5%
Les opérations en cours à fin 2009	85,7	-0,7%
Crédit classique	80,2	-0,7%
Crédits renouvelables	27,8	-2,1%
Prêts personnels (c)	30,7	-0,7%
Financements affectés	21,7	+1,1%
Location (d)	5,5	-0,7%

(a) Les chiffres de 2008 et 2009 sont ceux des sociétés adhérentes au 1^{er} janvier 2010.

(b) Nouvelles utilisations à crédit.

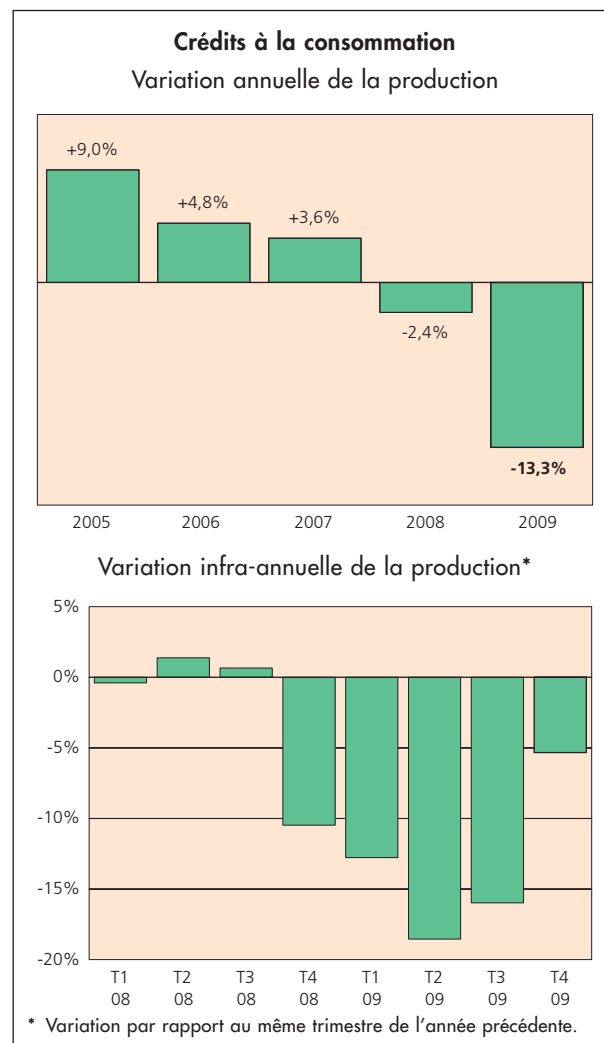
(c) Y compris rachats de créances.

(d) Opérations de location avec option d'achat d'automobiles pour la quasi-totalité.

LA PRODUCTION DE L'ANNÉE

La production de crédit à la consommation des établissements spécialisés a reculé en 2009 de **-13,3%** par rapport à l'année précédente, soit une décreue d'une ampleur sans précédent en 45 ans de suivi statistique. Avec **38,1 milliards d'euros**, le montant de ces financements est proche de celui de 2004 : cinq années de croissance viennent donc d'être effacées.

La baisse de l'activité, entamée à l'automne 2008 (-10,5% sur un an), s'est accélérée jusqu'au printemps 2009 (-12,8% au premier trimestre et -18,5% au deuxième) avant de ralentir à partir de l'été (-16%, puis -5,3% au quatrième trimestre).

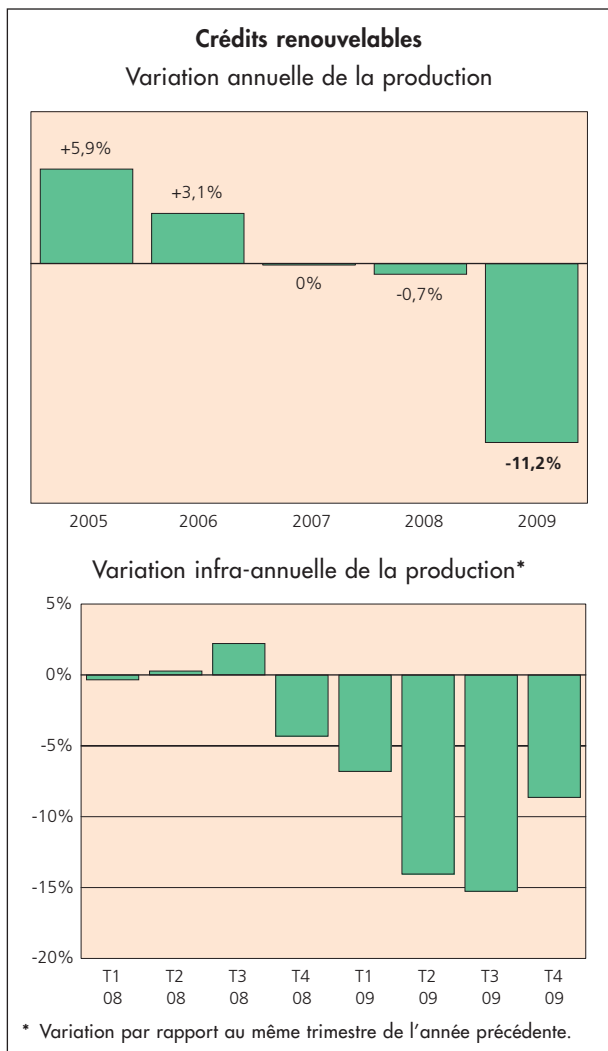


Les nouveaux crédits distribués

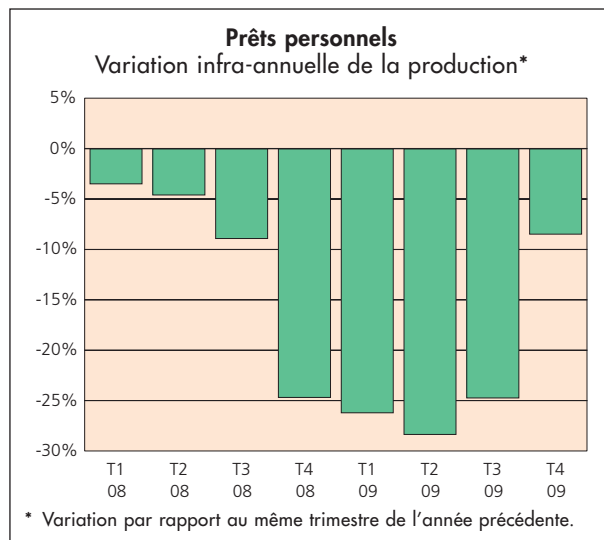
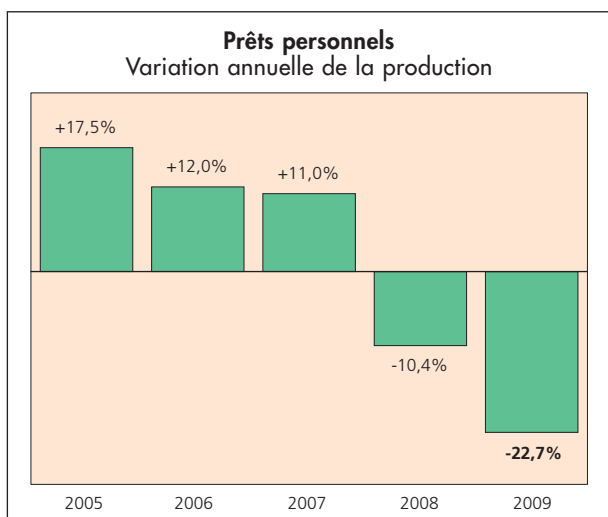
Le montant des nouveaux crédits distribués en 2009 pour le financement de l'équipement des particuliers (nouvelles utilisations de crédits renouvelables, financements affectés et prêts personnels) s'élève à 35,4 milliards d'euros, en baisse de -13,2% par rapport à 2008 (après -2,9% cette dernière année).

Le recul des nouvelles utilisations de **crédits renouvelables** a culminé à -15,3% sur un an au troisième trimestre (après -4,3%, -6,8% et -14,1% les trimestres précédents) avant de revenir à -8,6% au quatrième. Sur l'ensemble de l'année, le repli est de **-11,2%** (après -0,7% en 2008), avec **15,4 milliards d'euros**. La part de ces opérations dans la production globale des établissements spécialisés en crédit à la consommation demeure toujours la plus importante (40% du total).

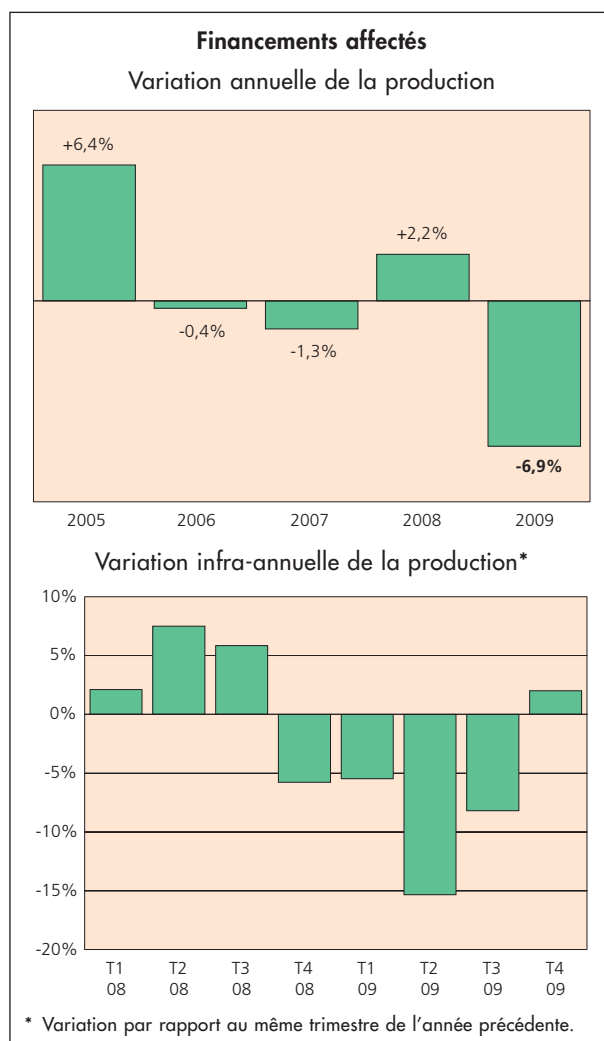
(2) S'agissant des prestataires de services d'investissement, la construction d'indicateurs est en cours, afin de suivre leurs multiples activités.



A l'image de la tendance générale, la chute des **prêts personnels** (3) s'est accélérée dans la première partie de l'année jusqu'à atteindre **-28,4%** sur un an au printemps, avant de ralentir au second semestre (**-24,7%** pendant l'été et **-8,5%** au dernier trimestre). Sur l'ensemble de 2009, l'effondrement de la production se traduit par une contraction annuelle d'une ampleur historique : **-22,7%** (après **-10,4%** l'année précédente) avec **8,9 milliards d'euros** pour près de 800 000 opérations.



Pour les **prêts affectés**, l'évolution de la production est redevenue positive en automne 2009 (+2%) grâce aux financements de voitures particulières neuves, après quatre trimestres successifs de repli. Globalement sur l'année 2009, les financements affectés se contractent de **-6,9%** (contre



(3) Une part de ces opérations, difficilement mesurable de façon précise mais en tout état de cause non négligeable, est constituée par des rachats de créances.

+2,2% en 2008), à **11,1 milliards d'euros** pour près de 3 950 000 opérations.

Selon le type de biens financés, les prêts affectés ont enregistré des évolutions différenciées :

- Les financements d'**automobiles neuves** s'étaient vivement contractés (-12,2%) à l'automne 2008. Le repli s'est poursuivi la première moitié de l'année 2009 (-3,1% au premier trimestre et -14% au deuxième) jusqu'au retour à la croissance en été (+1,3%). Profitant d'un marché particulièrement porteur en raison des diverses aides publiques, la croissance bondit de +38,5% au dernier trimestre. Sur l'ensemble de 2009, la production (4) aura progressé de **+3,2%** (après +0,5% l'année précédente) à **3,8 milliards d'euros**. En nombre d'opérations, ces financements sont en hausse de +16,9% par rapport à 2008, à près de 390 000 unités (5). Le montant moyen de financement par voiture particulière neuve s'établit donc à 9 680 euros, soit 1 280 euros de moins qu'en 2008.

- Après une hausse de la production en montant de +2,8% sur les neuf premiers mois de 2008, les financements d'**automobiles d'occasion** avaient chuté de -12,2% les trois derniers mois de l'année. La contraction a continué tout au long de l'année 2009 : -9,3% au premier trimestre, -18,1%, -8,3% et -1% les trimestres suivants. Sur l'ensemble de 2009, le recul atteint **-9,7%** (après -1,1% en 2008) à **3 milliards d'euros** et -6,2% en nombre d'opérations à environ 346 000 unités. Le montant moyen de financement par voiture particulière d'occasion s'établit à 8 590 euros, soit 340 euros de moins qu'en 2008.

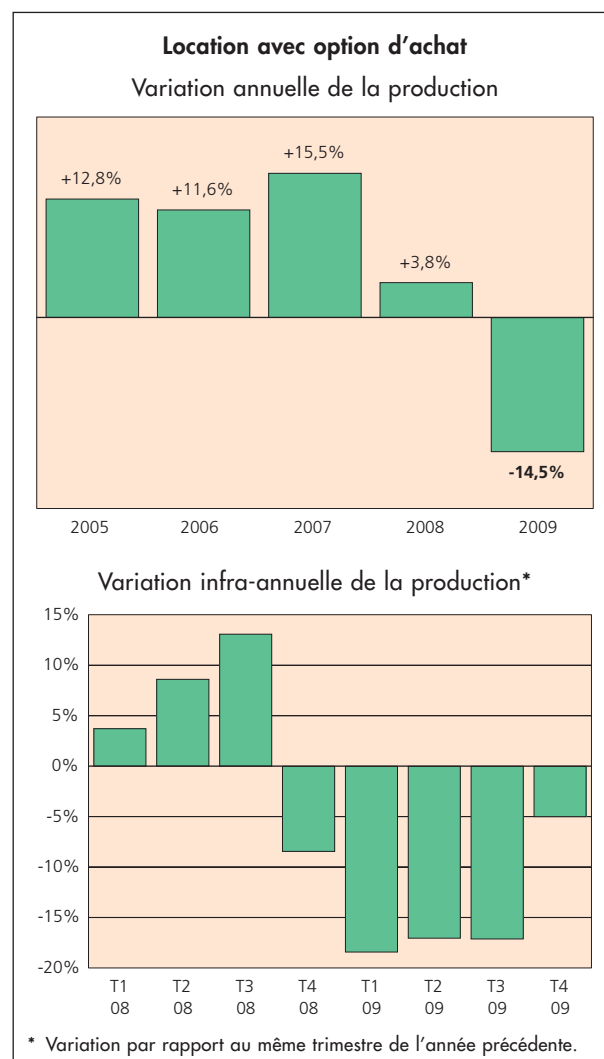
- Dans le secteur des financements d'**équipement du foyer** (électronique grand public et ameublement), le recul a été plus tardif (+8,7% à l'automne 2008, puis -2% au premier trimestre 2009, -16,1% au deuxième et -18,2% les deux trimestres suivants). Au total, pour l'ensemble de 2009, la contraction est de **-14,1%** (contre +8,3% l'année précédente) à **3,4 milliards d'euros**. Ces financements représentent 2 660 000 opérations sur l'année, en baisse de -13,4% par rapport à 2008.

- Les **autres financements affectés** (deux-roues, véhicules de loisirs, bateaux de plaisance, divers) se sont contractés pendant quatre trimestres successifs de l'automne 2008 à l'été 2009 (respectivement, -13,3%, -14,3%, -9,4% et -3,4%), avant de se stabiliser au dernier trimestre 2009 (+0,5%). Sur l'ensemble de l'année 2009, le montant total de ces financements baisse de **-5,9%** (après -2,1% en 2008) à **1 milliard d'euros** pour 553 000 opérations.

■ Les investissements nouveaux en location avec option d'achat

Après onze années consécutives de croissance ininterrompue, le secteur de la **location avec option d'achat (LOA)** marque un recul : **-14,5%** par rapport à 2008, avec **2,7 milliards d'euros** pour 136 000 opérations. La contraction de l'activité avait commencé dès l'automne 2008 et s'est poursuivie tout au long de l'année 2009. Comme les années précédentes, l'essentiel des opérations de LOA est consacré au financement

de voitures particulières neuves : 112 000 véhicules ont ainsi été financés en 2009 pour un montant de 2,1 milliards d'euros. La part des financements par location avec option d'achat dans le total des financements d'automobiles neuves destinés aux particuliers représente 36% contre 40,6% en 2008.



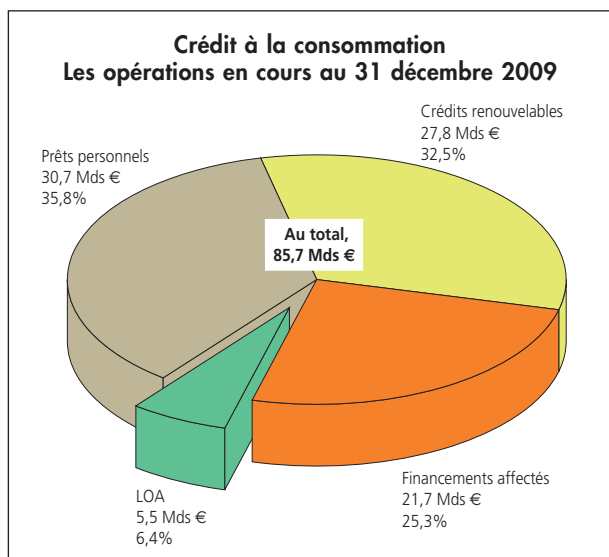
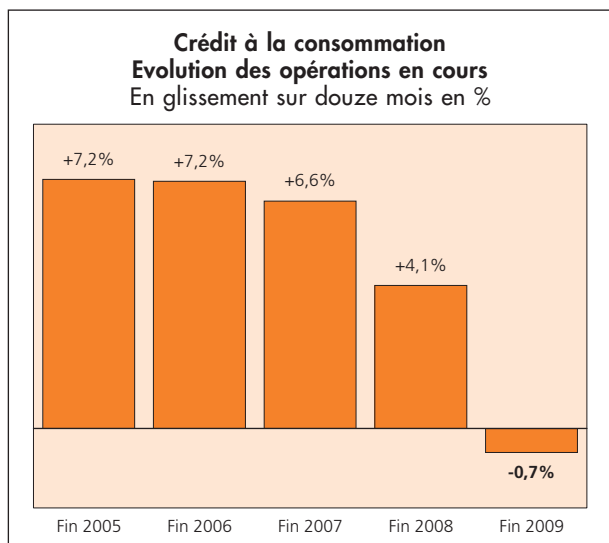
LES OPÉRATIONS EN COURS EN FIN D'ANNÉE

Le montant des **opérations en cours** en crédit à la consommation (encours de crédit classique et immobilisations de location avec option d'achat) s'élève à **85,7 milliards**

(4) On notera cependant que l'ensemble des financements d'automobiles neuves (par financement affecté et location avec option d'achat) destinés aux particuliers reculent sur l'année de -4,1% à 5,9 milliards d'euros.

(5) Si l'on ajoute à ces financements par prêts affectés auprès des particuliers ceux réalisés auprès des professionnels et des entreprises ainsi que les nouveaux investissements en location avec option d'achat ou en location financière, toutes clientèles confondues, ce sont au total 587 000 voitures particulières neuves qui auront été financées par les établissements spécialisés en 2009 pour un total de 2 269 000 immatriculations, soit un taux d'intervention de 25,9%, en baisse (-2,4 points) par rapport à l'année précédente (28,3%). Ces chiffres ne prennent pas en compte les financements par prêts personnels, par définition non affectés.

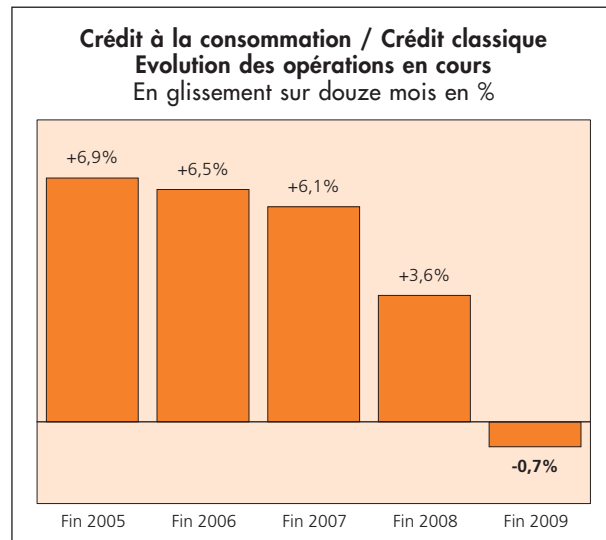
d'euros à fin décembre 2009. Il baisse de **-0,7%** sur les douze derniers mois, après quinze années de croissance ininterrompue.



■ Les encours de crédit classique

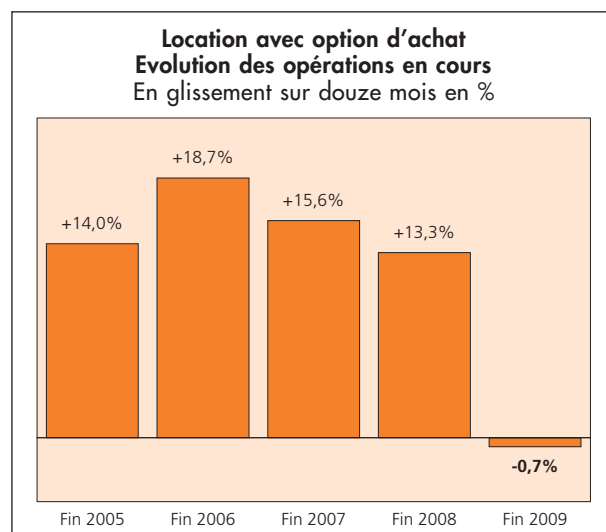
L'encours hors agios des opérations de crédit classique est de **80,2 milliards d'euros** à fin décembre 2009, en recul de **-0,7%** sur les douze derniers mois (contre +3,6% l'année précédente). Les opérations par crédits renouvelables entrent pour 27,8 milliards d'euros dans ce total (-2,1% sur douze mois contre +1% à fin 2008) avec environ 17 850 000 dossiers gérés ; les financements affectés pour 21,7 milliards d'euros (dont 7,8 milliards d'euros en automobiles neuves, 6,6 milliards d'euros en automobiles d'occasion et 7,3 milliards d'euros en autres financements affectés), en hausse

sur douze mois (+1,1% après +2,3% à fin 2008) avec près de 4 900 000 dossiers gérés ; enfin, les prêts personnels pour 30,7 milliards d'euros, en baisse de **-0,7%** sur douze mois (contre +7,2%) pour 3 250 000 dossiers. On rappellera qu'une part - non mesurable de façon précise - des encours de prêts personnels est constituée par des rachats de créances.



■ Les immobilisations nettes en location avec option d'achat

Au 31 décembre 2009, le montant des immobilisations nettes destinées à la location avec option d'achat s'établit à **5,5 milliards d'euros**, en baisse de **-0,7%** sur douze mois (contre +13,3% l'année précédente). Le nombre de dossiers gérés peut être estimé à près de 380 000.



2

LE FINANCEMENT DE L'ÉQUIPEMENT DES ENTREPRISES ET DES PROFESSIONNELS

LES PRINCIPAUX CHIFFRES

	Milliards €	Evolution par rapport à 2008 (a)
La production en 2009	21,4	-21,4%
Crédits d'équipement (b)	2,5	-1,1%
Location de matériels	18,9	-23,5%
Crédit-bail mobilier et autres opérations de location avec option d'achat (c)	10,7	-26,4%
Location sans option d'achat	8,2	-19,4%
Les opérations en cours à fin 2009	51,4	-3,8%
Crédits d'équipement (d)	9,7	+8,0%
Location de matériels	41,7	-6,2%
Crédit-bail mobilier et autres opérations de location avec option d'achat	25,4	-6,3%
Location sans option d'achat	16,3	-6,2%

(a) Les chiffres de 2008 et 2009 sont ceux des sociétés adhérentes au 1^{er} janvier 2010.

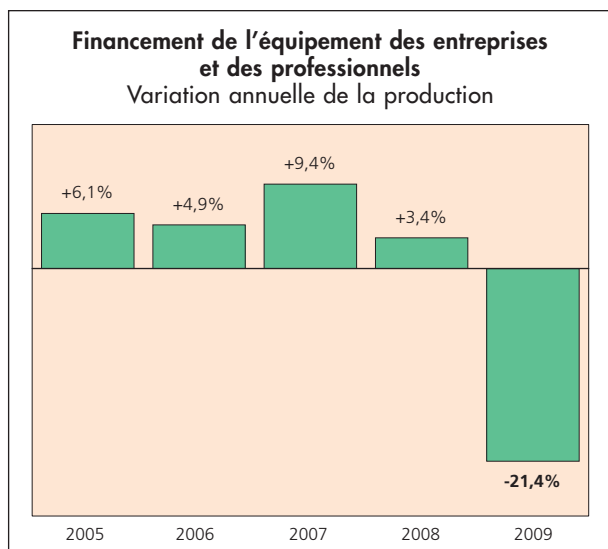
(b) Hors crédits-stocks et assimilés.

(c) Dont 9,3 milliards d'euros d'opérations de crédit-bail mobilier (-27,0%).

(d) Y compris crédits-stocks et assimilés pour 4,8 milliards d'euros, en progression de +16,5%. Hors crédits-stocks et assimilés, l'encours est de 4,9 milliards d'euros, en hausse de +0,8% sur douze mois.

LA PRODUCTION DE L'ANNÉE

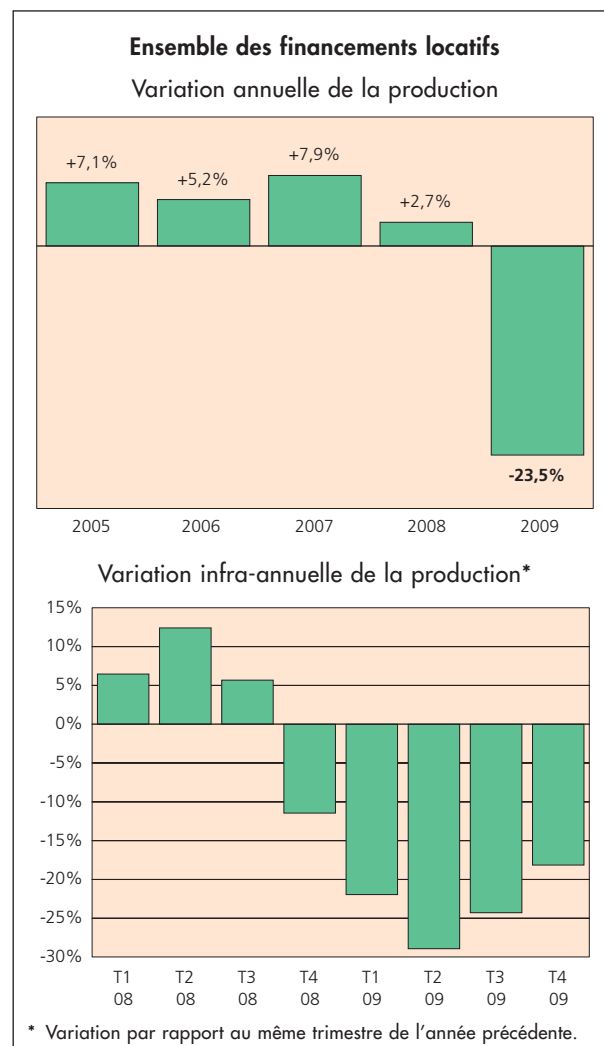
Les nouveaux financements destinés à l'équipement des entreprises et des professionnels se replient de **-21,4%** à **21,4 milliards d'euros** pour près de 830 000 dossiers (contre +3,4% en 2008), soit une chute d'une ampleur sans précédent, supérieure à la contraction - jusque-là historique - de -19,3% enregistrée en 1993. Ces financements d'équipement se font en priorité (88% de la production)



par voie de location de matériels - avec ou sans option d'achat -, la part des crédits d'équipement classiques demeurant marginale.

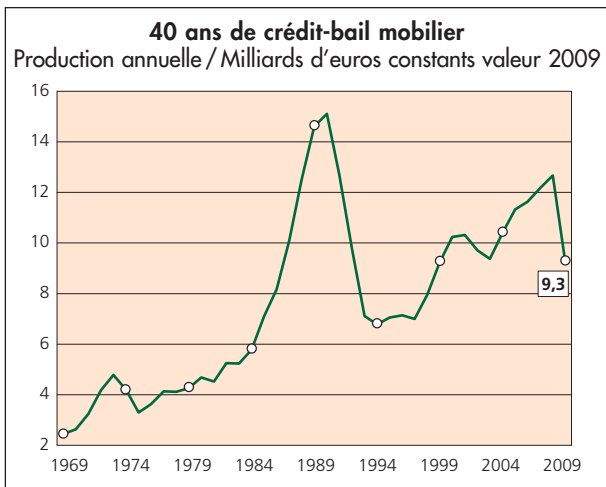
Les investissements nouveaux en location de matériels (6)

Pour les établissements spécialisés dans le financement locatif de l'équipement des entreprises et des professionnels, le décrochage de l'activité enregistré au quatrième trimestre 2008 (-11,5% sur un an) s'est amplifié tout au long du premier semestre 2009 (-22% sur un an au premier trimestre puis -28,9% au printemps) avant de s'atténuer très légèrement dans la seconde partie de l'année (-24,3% et -18,2% aux deux derniers trimestres). Sur l'ensemble de 2009, avec **18,9 milliards d'euros**, les investissements nouveaux chutent sur un an de **-23,5%** par rapport à 2008, soit une baisse d'une ampleur historique, supérieure au repli de -19,6% constaté en 1993.

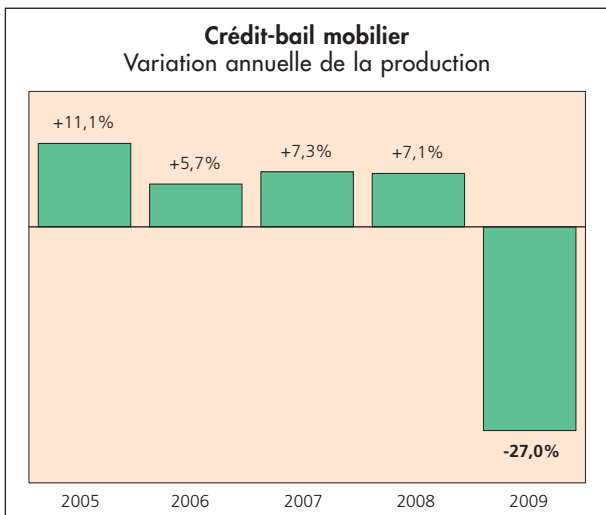


(6) Parmi les opérations de financement par location de matériels réalisées par les établissements de crédit spécialisés, on distingue :
 - les opérations de location avec option d'achat (crédit-bail mobilier loi du 2 juillet 1966 et autres opérations connexes),
 - les opérations de location sans option d'achat (opérations de location financière et part des opérations de location de longue durée initiées par ces établissements).

Avec **9,3 milliards d'euros**, les investissements en **crédit-bail mobilier** (au sens de la loi du 2 juillet 1966) sont les opérations de location qui subissent la contraction la plus sévère sur l'ensemble de 2009. Ils chutent de **-27%** par rapport à l'année précédente et sont ainsi ramenés, en volume, à leur niveau de 1999.



Parmi les différents matériels financés par crédit-bail, les véhicules utilitaires et industriels reculent de **-28,3%** à 3,7 milliards d'euros pour près de 116 000 opérations, les matériels d'équipement hors informatique (machines-outils, matériels agricoles, etc.) baissent de **-27,9%** à 4,7 milliards d'euros pour 84 000 financements, les investissements en matériel informatique et de bureautique se replient de **-15,2%** à 0,8 milliard d'euros pour 40 000 opérations.



A ces opérations s'ajoutent les **autres opérations de location avec option d'achat** (sur voitures particulières destinées aux entreprises et aux professionnels) dont la production continue de se contracter : **-21,8%** à **1,5 milliard d'euros** pour 67 000 financements, après **-5,7%** en 2008.

Le montant des investissements nouveaux en **location sans option d'achat** (7) (location financière (8) sur tous types de matériels et location de longue durée sur véhicules utilitaires et voitures particulières) s'établit à **8,2 milliards d'euros**, en baisse de **-19,4%** sur un an (après **-0,7%** en 2008), contraction d'une importance jamais enregistrée au cours

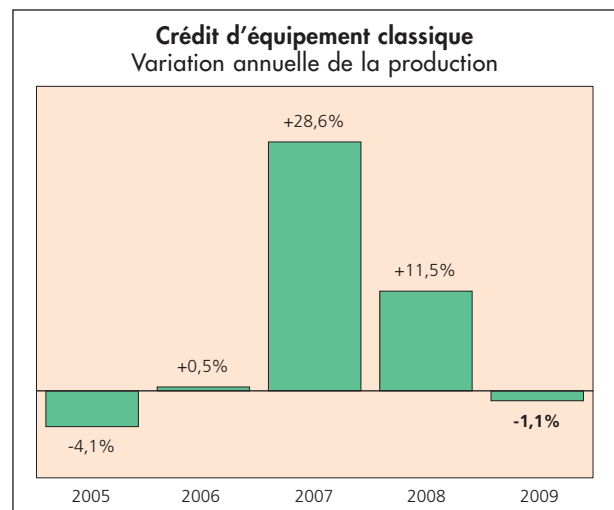
des vingt dernières années. Ce sont les véhicules de transport (utilitaires et industriels ainsi que les voitures particulières) qui composent la plus grande part de la production avec 4,4 milliards d'euros (**-20,6%** sur un an en 2009) pour 245 000 financements, les matériels d'équipement divers (machines-outils, matériels agricoles, etc.) entrant pour 1,4 milliard d'euros (**-38,4%**) dans le total avec près de 65 000 financements et le matériel informatique et de bureautique pour 2,4 milliards d'euros (**+0,9%**) avec environ 138 000 financements.

L'ensemble des opérations de location de matériels, avec ou sans option d'achat, auront en définitive permis de financer en 2009, auprès des entreprises et des professionnels, 428 000 véhicules (véhicules utilitaires et industriels et voitures particulières) pour un montant de 9,6 milliards d'euros (**-23,9%** par rapport à 2008), 178 000 équipements informatiques et de bureautique pour 3,2 milliards d'euros (**-3,8%**), enfin, 149 000 dossiers portant sur des matériels d'équipement divers (6,1 milliards d'euros, soit **-30,5%**).

■ Les nouveaux crédits d'équipement distribués

Les **crédits d'équipement classiques** (hors financement de stocks et de véhicules de démonstration) s'élèvent à **2,5 milliards d'euros** en 2009, en baisse de **-1,1%** sur un an contre **+11,5%** l'année précédente.

Les financements de voitures particulières d'entreprise (neuves et d'occasion) reculent de **-18,7%** à 0,4 milliard d'euros pour près de 26 000 opérations ; les financements de véhicules utilitaires et industriels chutent de **-33,8%** à 0,2 milliard



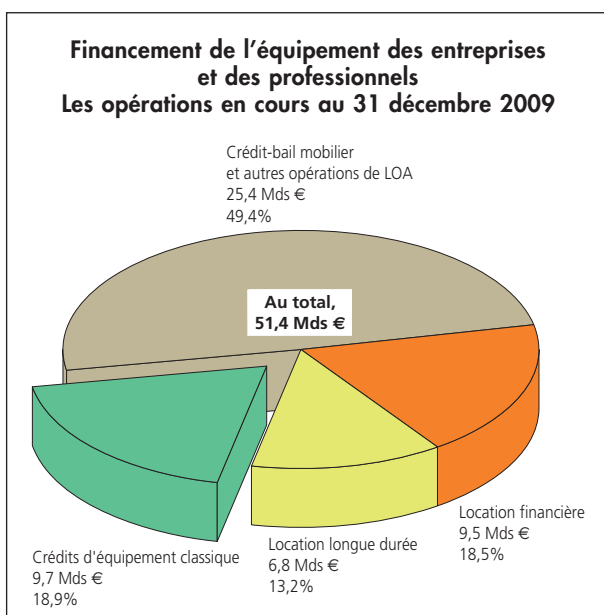
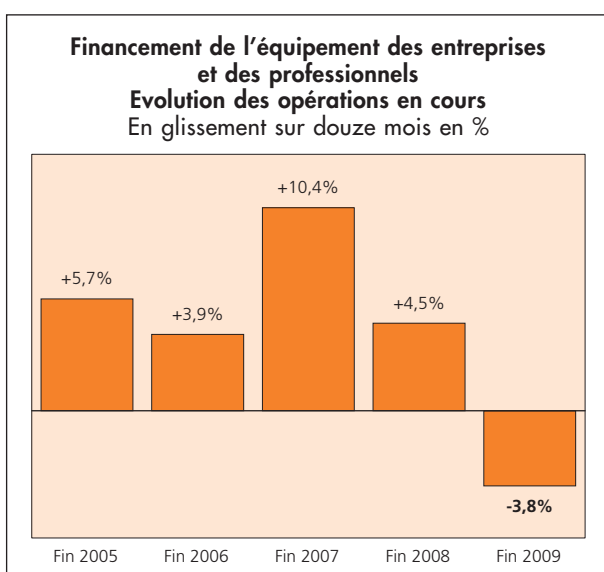
(7) Les informations relatives aux opérations de location sans option d'achat de matériel d'équipement regroupent à la fois les données des adhérents de l'Association (membres de droit et membres correspondants) et celles d'intervenants non établissements de crédit mais filiales de groupes auxquels appartiennent les sociétés spécialisées membres de l'ASF.

(8) Les opérations de location financière sont des opérations sans option d'achat dans lesquelles le locataire choisit le fournisseur ainsi que le bien dont il connaît et, le cas échéant, négocie lui-même le prix. Les contrats de ce type sont conclus pour une durée irrévocable, les loyers sont indépendants de l'utilisation du matériel.

d'euros pour environ 10 000 unités ; les autres matériels d'équipement (matériel informatique et autres biens) ont été financés à hauteur de 1,5 milliard d'euros (+12,8% par rapport à 2008). Enfin, des financements directs non affectés ont été accordés en 2009 pour 0,4 milliard d'euros (-0,4% par rapport à l'année précédente).

LES OPÉRATIONS EN COURS EN FIN D'ANNÉE

Le montant des **opérations en cours**, toutes activités confondues (immobilisations nettes en location de matériels et encours de crédit d'équipement classique) s'établit à **51,4 milliards d'euros** à fin décembre 2009, en baisse de **-3,8%** sur les douze derniers mois (contre +4,5% à fin 2008).



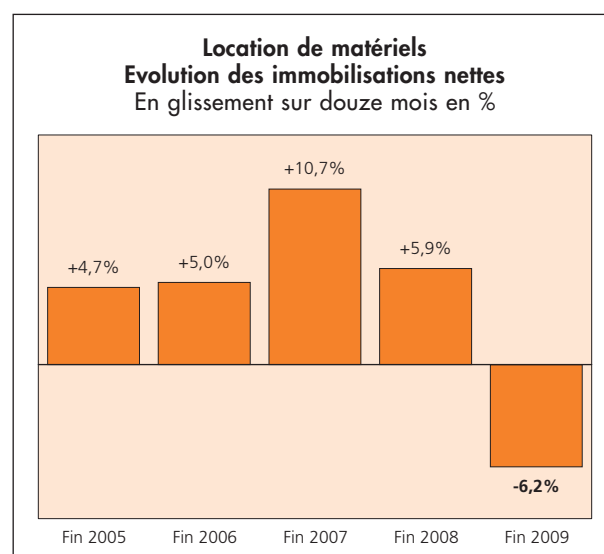
La location de matériels - avec ou sans option d'achat - représente 81,1% des opérations en cours du financement de l'équipement des entreprises et des professionnels au

31 décembre 2009, alors que la part des crédits d'équipement classique dans le total de ces encours est de 18,9%.

■ Les immobilisations nettes en location de matériels

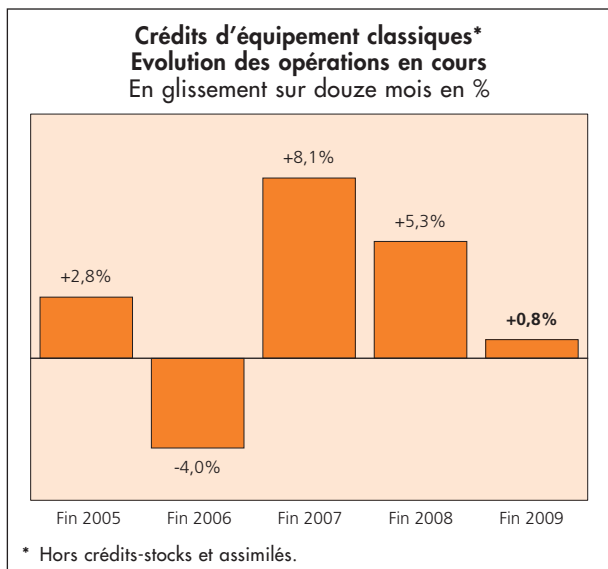
Au 31 décembre 2009, les immobilisations nettes destinées à la **location de matériels** s'élèvent à **41,7 milliards d'euros**, en baisse de **-6,2%** sur douze mois, marquant ainsi une évolution négative pour la première fois en quatorze ans. A cette date, le nombre de dossiers gérés pouvait être estimé à 1 246 000 pour la location avec option d'achat et 1 442 000 pour celle sans option d'achat.

Cet ensemble recouvre les opérations de **crédit-bail mobilier et autres opérations de location avec option d'achat**, pour un montant de **25,4 milliards d'euros**, en repli de **-6,3%** sur douze mois (contre +8,4% en 2008), et les opérations de **location sans option d'achat** pour **16,3 milliards d'euros**, en baisse de **-6,2%** sur douze mois (contre +2,2% l'année précédente). Parmi ces dernières, la location financière recule de **-8,3%** sur douze mois (après **-0,8%** en 2008) à 9,5 milliards d'euros et la location longue durée se contracte de **-3,1%** (contre +7% l'année précédente) à 6,8 milliards d'euros à fin 2009.



■ Les encours de crédits d'équipement

Les encours des financements à moyen terme de matériels d'équipement (véhicules utilitaires et industriels, voitures particulières, matériel informatique et électronique, biens d'équipement divers) s'élèvent à 4,9 milliards d'euros (+0,8% sur douze mois après +5,3% en 2008), pour 234 000 dossiers gérés. S'y ajoutent des crédits-stocks et assimilés (financements de véhicules de démonstration) à court terme pour 4,8 milliards d'euros, en hausse accentuée de +16,5% sur douze mois (contre -9,1% l'année précédente). Toutes opérations confondues, l'encours atteint **9,7 milliards d'euros** à fin 2009 (en progression de **+8%** sur douze mois, contre -1,8% en 2008).



3 LE FINANCEMENT DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

LES PRINCIPAUX CHIFFRES

	Milliards €	Evolution par rapport à 2008 (a)
La production en 2009	9,9	-29,0%
Financement immobilier classique (b)	3,7	-52,8%
Sofergie (c)	0,9	+1,9%
Crédit-bail immobilier	5,2	+1,6%
Les opérations en cours à fin 2009	44,9	+0,8%
Financement immobilier classique (b)	9,5	-12,1%
Sofergie (d)	3,3	+1,4%
Crédit-bail immobilier	31,0	+5,5%
Location simple (e)	1,2	+0,4%

(a) Les chiffres de 2008 et 2009 sont ceux des sociétés adhérentes au 1^{er} janvier 2010.

(b) Financements à moyen et long terme et crédits aux promoteurs et marchands de biens.

(c) La production des Sofergie est composée, d'une part, d'opérations réalisées sous forme d'investissements en crédit-bail ; d'autre part, de financements par crédit classique.

(d) Les encours des Sofergie sont composés ici uniquement des opérations réalisées sous forme d'investissements en crédit-bail.

(e) Ces données ne concernent que l'activité des seuls établissements de crédit adhérents de l'ASF.

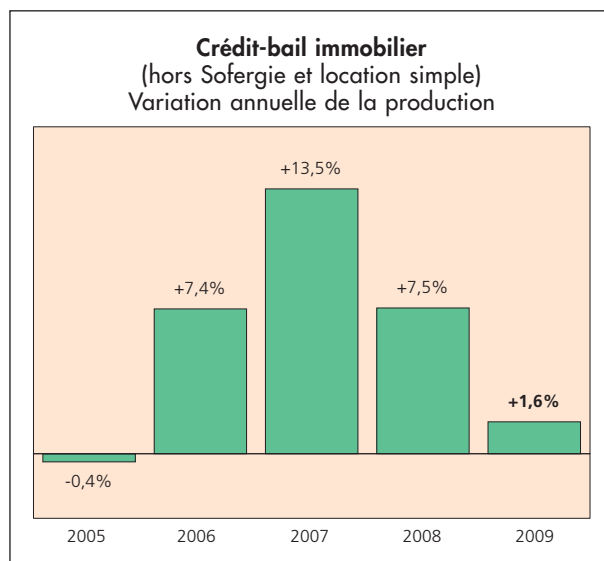
LA PRODUCTION DE L'ANNÉE

Avec 9,9 milliards d'euros, les nouveaux financements de 2009 en immobilier d'entreprise marquent un recul de -29% par rapport à l'année précédente, soit la chute la plus importante enregistrée depuis celle de 1993 (-34,8%). Cette tendance d'ensemble recouvre cependant des évolutions

divergentes selon les composantes : le crédit-bail immobilier maintient en effet une légère progression de son activité en face à l'effondrement des financements classiques.

Les engagements nouveaux des sociétés de crédit-bail immobilier

Le crédit-bail immobilier (hors Sofergie) arrive à maintenir une progression de son activité en 2009 avec des engagements nouveaux (9) en hausse sur l'année de +1,6% à 5,2 milliards d'euros pour 2 300 opérations. Cette évolution annuelle recouvre deux tendances semestrielles opposées : à un premier semestre caractérisé par un fort recul (-25,8%) a succédé une vive croissance de la production (+31,2%) au second.



On notera que les évolutions sont contrastées en fonction des établissements, mais également selon les secteurs d'intervention :

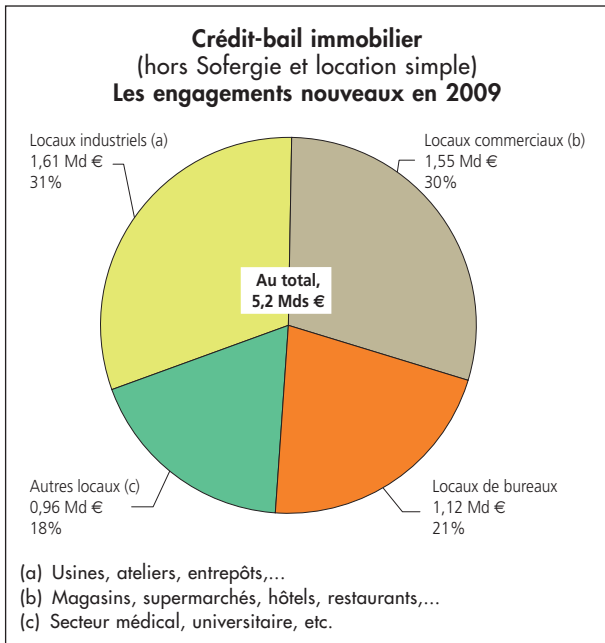
- Les engagements en locaux de bureaux sont ceux qui ont le plus vivement progressé (en hausse de +60,7% à 1,12 milliard d'euros pour 302 opérations, ils représentent 21% du total de la production en 2009 contre 14% l'année précédente).

- A l'inverse, les engagements en locaux industriels se sont fortement contractés (-29,1% à 1,61 milliard d'euros pour 953 opérations) et ne représentent plus que 31% du total contre 44% en 2008.

- Les engagements en locaux commerciaux, quasiment stables (+0,3%) à 1,55 milliard d'euros pour 863 opérations, voient leur part dans le total de la production maintenue à 30%.

- Enfin, 184 dossiers et près d'1 milliard d'euros d'engagements (+49,5% et 18% du total) se sont portés sur divers autres locaux.

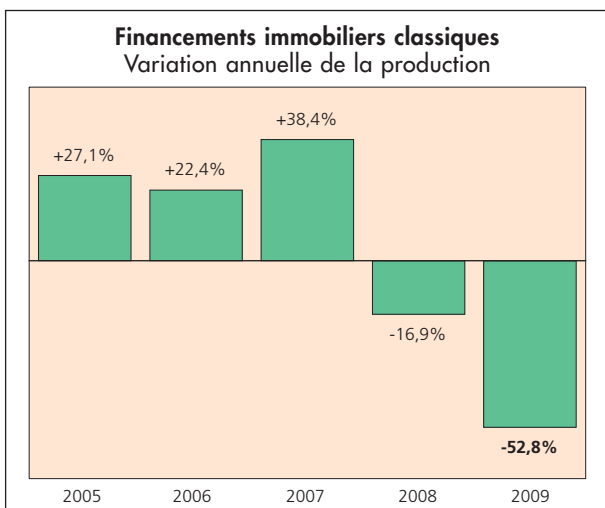
(9) En termes de contrats signés.



Pour les **Sofergie**, le montant total de la production de l'année atteint **944 millions d'euros**, en hausse de **+1,9%** par rapport à 2008. Celle-ci se décompose en deux types d'opérations : 782 millions d'euros de financements par crédit classique et 162 millions d'euros d'opérations de crédit-bail. Les investissements en crédit-bail se répartissent selon plusieurs secteurs d'intervention : 99 millions d'euros pour le secteur traditionnel des économies d'énergie, 15 millions d'euros pour les opérations de financement des collectivités territoriales et 48 millions d'euros pour celles liées à la défense de l'environnement.

■ Les nouveaux crédits distribués en financement immobilier classique

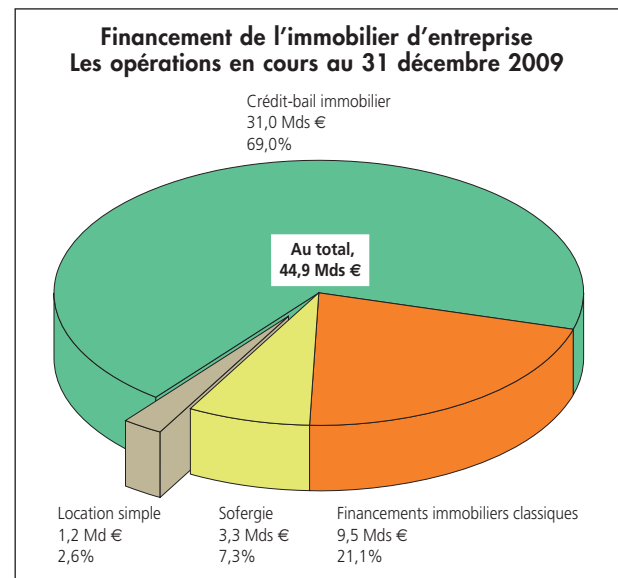
Chutant de **-52,8%** à **3,7 milliards d'euros** pour 1 100 opérations, les **financements immobiliers classiques** (crédits à court terme aux promoteurs et marchands de biens et crédits à moyen et long terme) reculent avec une amplitude jamais atteinte au cours des vingt-cinq dernières années, y compris pendant la crise immobilière du début des années 1990.



Les financements à moyen et long terme, qui composent la quasi-totalité des financements classiques, se contractent de **-54,8%** à **3,3 milliards d'euros** (après **-14,6%** en 2008) pour 880 opérations, alors que les crédits accordés aux promoteurs et marchands de biens se replient, quant à eux, de **-23%** en 2009 à **0,4 milliard d'euros** (après **-40,2%** l'année précédente) pour 220 opérations.

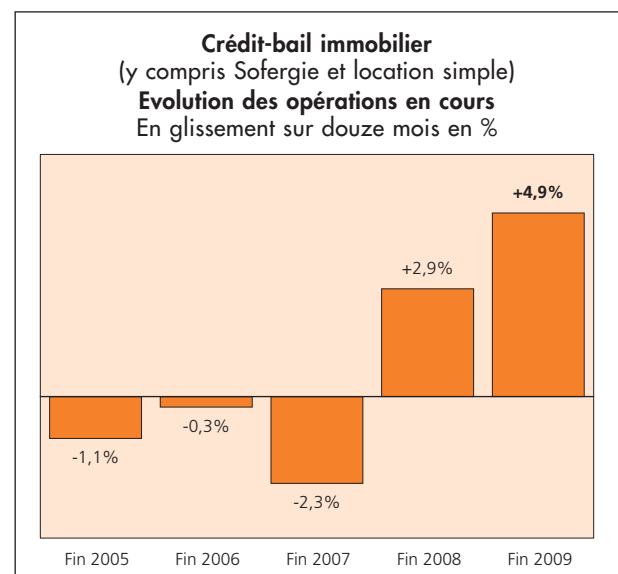
LES OPÉRATIONS EN COURS EN FIN D'ANNÉE

Avec **44,9 milliards d'euros** à fin décembre 2009, le montant global des **opérations en cours** progresse légèrement de **+0,8%** sur douze mois.



■ Les immobilisations nettes en crédit-bail immobilier

Le montant des immobilisations nettes des sociétés de crédit-bail immobilier (y compris Sofergie et financements locatifs) s'élève à **35,4 milliards d'euros** à fin décembre 2009, en hausse de **+4,9%** sur les douze derniers mois.



Ce résultat est essentiellement dû à l'évolution favorable qu'enregistrent les sociétés de crédit-bail immobilier hors Sofergie (+5,5% sur douze mois à 31 milliards d'euros, après +3,3% en 2008), alors que, dans le même temps, la croissance des immobilisations nettes des Sofergie ralentit (+1,4% en 2009 à 3,3 milliards, après +7% l'année précédente) et les immobilisations du patrimoine locatif restent quasiment stables à 1,2 milliard d'euros (+0,4% sur douze mois, contre -13,9% en 2008).

■ L'encours des financements immobiliers classiques

Au 31 décembre 2009, le montant de l'encours des financements immobiliers classiques aux entreprises et aux professionnels s'établit à **9,5 milliards d'euros**, en baisse de **-12,1%** sur douze mois (contre +32,4% l'année précédente).

4 LE FINANCEMENT DU LOGEMENT

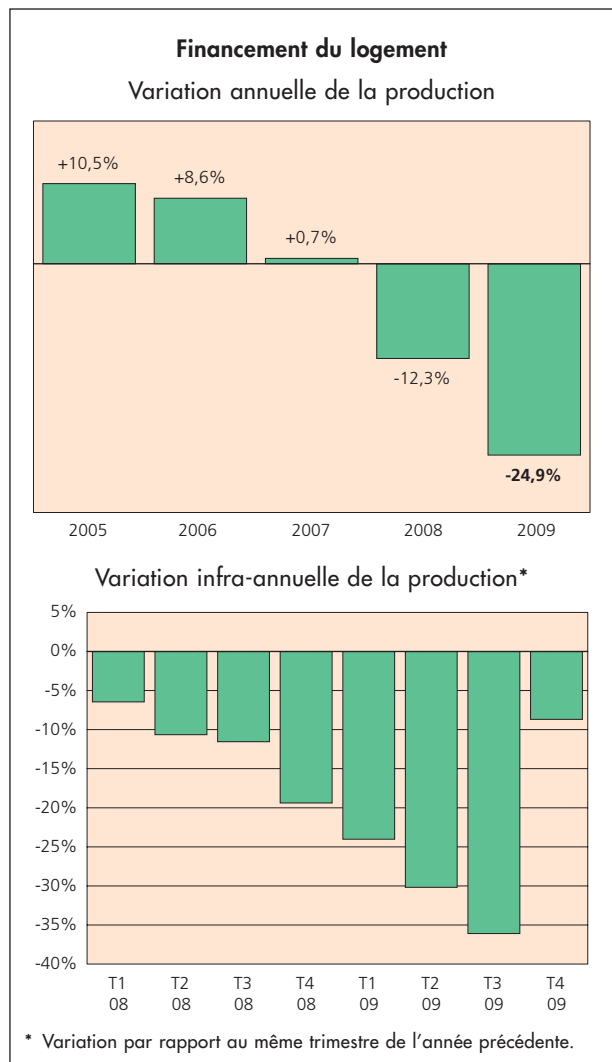
LES PRINCIPAUX CHIFFRES

	Milliards €	Evolution par rapport à 2008 (a)
La production en 2009	13,2	-24,9%
Les opérations en cours à fin 2009	83,5	+1,6%

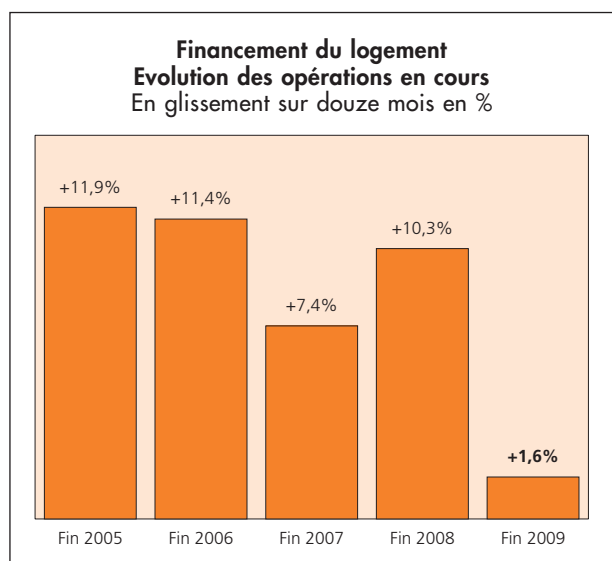
(a) Les chiffres de 2008 et 2009 sont ceux des sociétés adhérentes au 1^{er} janvier 2010. Chiffres des sociétés de crédit acquéreur classique (y compris ceux du Crédit Foncier) et des sociétés du réseau du Crédit Immobilier de France.

Le recul des opérations de financement du logement s'accroît en 2009 : avec **13,2 milliards d'euros** pour près de 157 000 dossiers financés, le montant total des nouveaux crédits distribués par les établissements spécialisés (10) (crédits acquéreurs classiques et opérations du réseau des sociétés du Crédit immobilier de France) s'est contracté de **-24,9%**, après -12,3% l'année précédente. En termes d'évolution infra-annuelle, la contraction s'est creusée au cours des trois premiers trimestres de 2009 (-24% au premier, -30,2% au deuxième et -36,1% au troisième) avant de s'atténuer sensiblement en fin d'année (-8,7% en automne).

Selon les types de crédit, les évolutions sur l'année 2009 diffèrent. Les financements destinés à l'achat de logements neufs reculent de -18,2% à 5,8 milliards d'euros pour 66 000 dossiers. Le montant des financements pour l'achat de logements anciens chute de -32% à 6,9 milliards d'euros pour environ 84 000 dossiers. Enfin, ceux destinés à l'amélioration de l'habitat représentent 0,5 milliard d'euros pour 7 000 dossiers.



Au 31 décembre 2009, le montant total des **opérations en cours** portées par les établissements spécialisés dans le financement du logement s'élève à **83,5 milliards d'euros**, en progression ralentie de **+1,6%** sur douze mois (après +10,3% à fin 2008).



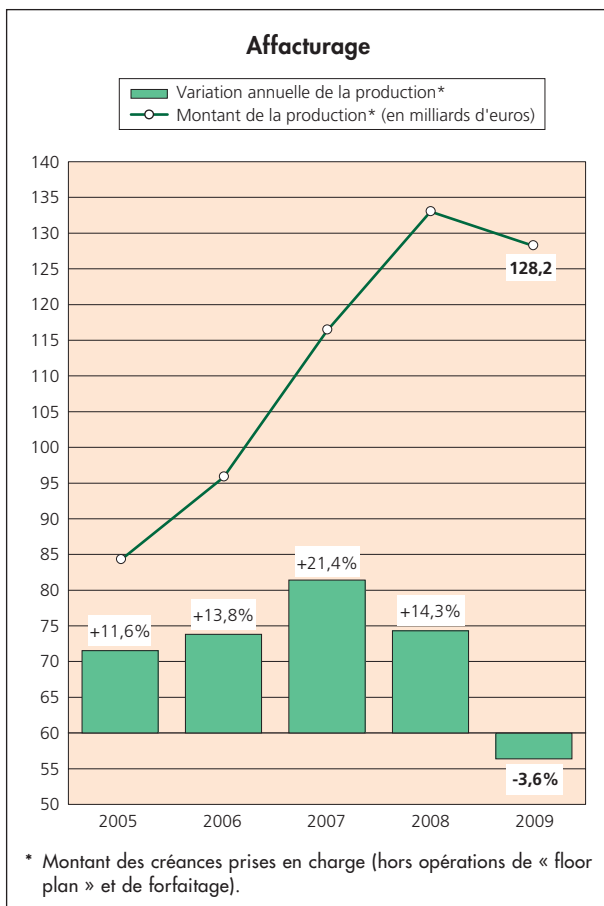
(10) La part de ces établissements spécialisés dans le total du financement du logement est d'environ 13%.

5 LES SERVICES FINANCIERS

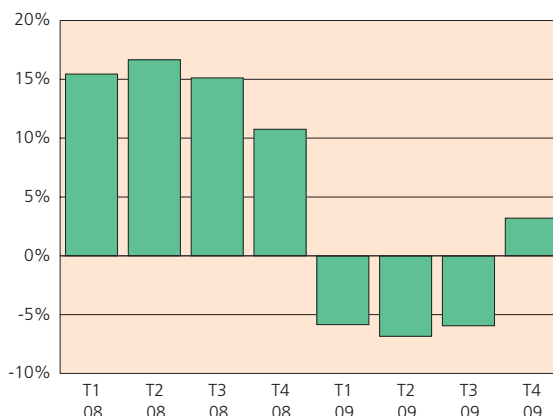
L'AFFACTURAGE

Le marché de l'affacturage en France a bénéficié au cours des dernières années d'une phase de croissance particulièrement soutenue (+15% l'an en moyenne sur la période 2004/2008). Dans une conjoncture économique fortement dégradée, tant au plan domestique qu'à l'extérieur, du point de vue des exportations, l'année 2009 marque pour l'affacturage un **retournement de tendance** : après un ralentissement sensible à l'automne 2008, les premiers mois de l'année 2009 ont fait apparaître une contraction de la production (11), venant après vingt-deux trimestres consécutifs de croissance.

Trois trimestres successifs de repli vont se succéder : le montant des créances prises en charge a reculé sur un an de -5,8% au premier trimestre 2009, puis de -6,8% au printemps et à nouveau de -6% durant l'été. Le **retour d'une croissance modeste à l'automne 2009** (+3,2% par rapport au quatrième trimestre 2008) n'a pas suffi à compenser le retard ainsi accumulé et il en résulte, sur l'ensemble de l'année - et pour la première fois en quelque 40 ans de développement de l'activité d'affacturage en France - une **légère baisse de la production** : celle-ci, avec près de 29 100 000 créances prises en charge, s'établit à **128,2 milliards d'euros**, en repli de -3,6% par rapport à l'année précédente.



Affacturage Variation infra-annuelle de la production*



* Variation par rapport au même trimestre de l'année précédente du montant des créances prises en charge (hors opérations de « floor plan » et de forfaitage).

Les opérations réalisées **sur le plan national** se contractent en 2009 de -4% à 109,6 milliards d'euros, tandis que **l'activité à l'international** (affacturage de créances à l'exportation pour la quasi-totalité) résiste mieux et ne recule que de -1,4% avec 18,6 milliards d'euros. Au cours des sept dernières années, la **part de l'international dans le total** de l'activité a doublé, passant de 7,3% en 2003 à **14,5%** en 2009.

En 2009, la production de 128,2 milliards d'euros place la France au deuxième rang mondial derrière le Royaume-Uni. Le marché français représentait ainsi à cette date 16% du marché européen et environ 10% du marché mondial.

Au 31 décembre 2009, **l'encours net des créances à recouvrer** s'établit à **21,4 milliards d'euros**, en baisse de -13,8% sur les douze derniers mois (contre +7% l'année précédente), dont 19,1 milliards d'euros d'opérations réalisées sur le plan national et 2,2 milliards d'euros d'opérations sur le plan international.

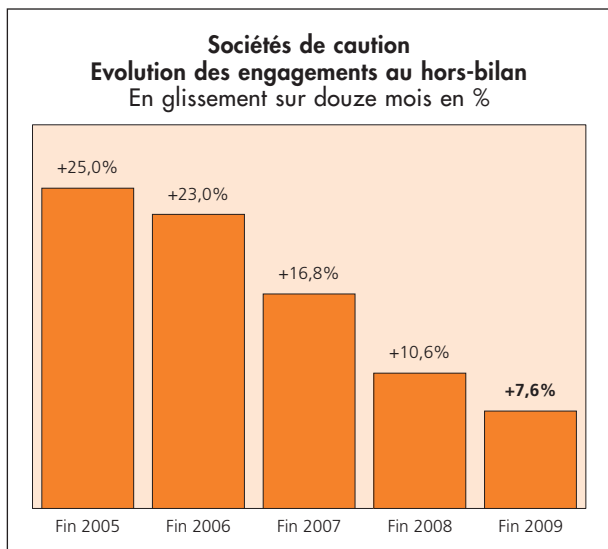
On estime le nombre de clients (12) des sociétés d'affacturage à près de 32 200 à fin 2009.

LES SOCIÉTÉS DE CAUTION

Le montant des engagements au hors-bilan des **sociétés de caution** s'établit à **243 milliards d'euros** à fin 2009, en progression de +7,6% sur douze mois. Il s'agit là de la quatrième année consécutive de ralentissement et c'est la première fois en 10 ans que le taux de croissance n'est plus à deux chiffres.

(11) Montant des créances prises en charge (hors opérations de « floor plan » et de forfaitage).

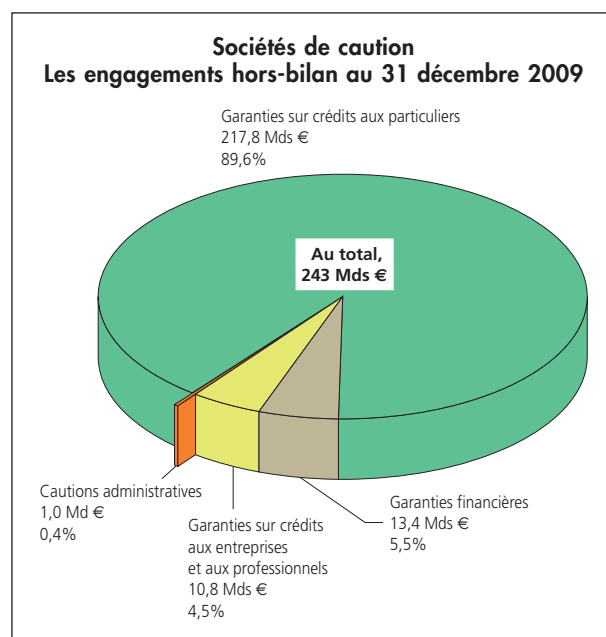
(12) On désigne par « clients » les entreprises qui ont conclu un contrat d'affacturage pour les distinguer des « acheteurs » qui sont les entreprises dont les clients sont les créanciers.



Les garanties de bonne fin sur **crédits aux particuliers** représentent près de 90% des engagements des sociétés de caution de l'ASF, soit **217,8 milliards d'euros**. Malgré une décélération de ces garanties, elles enregistrent une nouvelle fois la plus forte hausse : **+8,1%** sur douze mois à fin décembre 2009 (après +11,3% l'année précédente).

Dans les autres secteurs, les évolutions sont différenciées : les **garanties financières** (13) augmentent de +1,1% sur douze mois (après +0,3% en 2008) à 13,4 milliards d'euros, la progression est de +7,4% sur douze mois pour les garanties de bonne fin sur **crédits aux entreprises et aux professionnels**

(+7,8% l'année précédente) à 10,8 milliards d'euros, tandis que les **cautions administratives** sont en hausse de +4,8% sur douze mois (contre -0,6% en 2008) à 1 milliard d'euros.



(13) Il s'agit de la garantie des fonds déposés par les clients de certaines professions (agents immobiliers et administrateurs de biens, entreprises de travail temporaire, agences de voyage, exploitants d'installations classées, entreprises du bâtiment pour la garantie financière d'achèvement).

